



Loin des yeux, loin du cœur.

La garantie de l'approvisionnement de la Suisse en produits d'origine animale par des élevages de masse étrangers et ses risques pour nous tous

Je m'appelle Friedrich Mülln. Je représente l'organisation de protection des animaux SOKO Tierschutz et m'engage depuis 25 ans en faveur de la protection des animaux en tant que journaliste, investigateur infiltré et militant. Au cours de ces 25 années, des découvertes en lien avec la Suisse se sont étendues dans toute l'Europe, tel un fil conducteur. Les Suisses peuvent assurément être fiers de nombreuses réalisations, mais non du grand projet des dernières décennies: l'achat de quantités considérables de produits d'origine animale selon la devise «loin des yeux, loin du cœur».

Dans cet exposé, je souhaite aborder des cas constatés lors de mes interventions qui mettent clairement en évidence la réalité de cette catégorie d'achat de produits d'origine animale, à savoir une voie hypocrite qui consiste à promouvoir ou construire à neuf des fabriques animalières gigantesques à l'étranger, lesquelles seraient par chance impensables dans le paysage suisse idyllique et merveilleusement bien conservé. Permettez-moi à présent d'exposer les risques liés à ces achats à l'étranger.

Le cas Hubers Landhendl

Hubers Landhendl est un des plus grands producteurs de volailles de la région frontalière Allemagne/Autriche; la production de poulets et de dindes constitue son cœur de métier. En 2014, j'ai réussi à jeter un œil dans les coulisses du consortium.

La situation en matière de protection des animaux s'est avérée être purement et simplement chaotique dans les énormes installations d'engraissement qui, comme je l'ai appris au cours de mes recherches, étaient censées produire pour la Suisse dans des conditions strictement définies conformément aux normes suisses. Constat: une population extrêmement dense, des animaux systématiquement mutilés et gravement blessés laissés sans aucun soin, ainsi que des cadavres en décomposition, le tout complété par des kilos d'antibiotiques stockés dans les sas d'entrée.

La présence de puits illégaux pour dindes malades et blessées situés derrière les étables a pu être documentée.

On peut naturellement se demander si ces exploitations ont été fermées. Ne soyez surtout pas rassurés: toutes les fermes continuent d'engraisser des animaux pour Hubers Landhendl, sauf que cette exploitation est devenue entretemps la propriété de l'entreprise Bell du groupe suisse Coop. Du reste, les autorités allemandes n'étaient nullement intéressées par une poursuite pénale de ces actes contraires à la protection des animaux. Toutes les plaintes au pénal, y compris celles portant sur la découpe d'animaux pleinement conscients et la mise au rebus d'animaux encore en vie, ont été suspendues.

Augmentation considérable des transports de dindes après le rachat par Bell

À l'origine, le groupe s'approvisionnait en dindes dans le sud de l'Allemagne. Le rayon d'approvisionnement a été depuis massivement élargi, ce qui est assurément aussi lié à la hausse de

la demande de dindes pour la Suisse par l'entreprise Bell depuis le rachat. Je souhaite montrer ici à titre d'exemple plusieurs itinéraires de transport, avec notamment des transports sur plus de 500 kilomètres au départ de la Hongrie ou de toute l'Allemagne. Les conditions, avec les températures extrêmes que nous avons connues cet été sur des routes que l'on peut qualifier littéralement de routes de la mort, sont à peine concevables.

Je ne peux que clairement contredire l'argumentation selon laquelle l'application des normes suisses à l'étranger améliorerait la situation. De fait, les dimensions des exploitations, les conditions de détention invariablement affligeantes ainsi que le recours continu à des engraisseurs qui se sont rendus coupables d'actes d'une extrême cruauté montrent qu'une seule chose intéresse Bell: assurer ses circuits d'approvisionnement.

Le cas Delimpex/Olivia kft

La Suisse est un grand consommateur de viande de lapin. La production locale ne peut toutefois pas satisfaire, ne serait-ce qu'approximativement, la demande. Il en a résulté deux tendances: d'une part la réduction des marchandises issues d'élevages de masse de lapins à l'étranger, d'autre part la création de propres élevages de masse par des entreprises suisses dans des pays étrangers, dont par exemple la Hongrie. L'entreprise Delimpex, qui gère en Hongrie des exploitations d'élevage de masse de lapins, est un exemple édifiant. J'ai pu constater par moi-même la situation dans les années 2008 à 2010. À l'époque, les élevages étaient déjà adaptés aux exigences suisses et misaient sur les dénommés «systèmes de parcs» dans le domaine de l'engraissement. Ce qui peut sembler positif s'est avéré catastrophique: oreilles déchiquetées, animaux en décomposition et élevage intensif de centaines de milliers d'animaux. L'ensemble était et est bien surveillé par des caméras vidéo, des faisceaux lumineux et des chiens de garde.

J'ai même été témoin d'une situation encore plus absurde chez le fournisseur d'un concurrent hongrois. Je me suis fait passer pour un investisseur, et l'exploitant crédule m'a dévoilé généreusement que les halles de production n'avaient plus été nettoyées depuis un an, d'où leur aspect peu esthétique, car il avait espéré obtenir une subvention de l'État pour une rénovation de la construction compte tenu de son mauvais état lors d'un contrôle imminent. «Peu esthétique» était le moins que l'on puisse dire. Je n'avais jamais vu pire chose que cette exploitation, qui est entrée dans l'histoire au sein de notre équipe en tant qu'élevage immonde de lapins, avec des excréments accumulés dans les cages et des conditions de détention misérables pour les animaux. Le fait que l'on puisse espérer encore une aide de l'État compte tenu d'un tel manquement à ses devoirs montre que la situation en Hongrie en matière de contrôles vétérinaires et de surveillance de l'agroindustrie par l'État est loin d'être parfaite.

J'ai également documenté des conditions similaires chez d'autres fournisseurs en viande de lapin de la Suisse, par exemple en Italie et en France.

Cela prouve que la délocalisation de sites de production comporte deux grands risques: un élevage de masse intensif aussi abusif que possible et des pouvoirs publics qui ferment les yeux même lors de conditions abominables.

Foies gras et animaux malades

La production de foie gras à l'étranger est un cas particulièrement frappant. Considérée comme cruelle envers les animaux, elle est de longue date interdite en Suisse, et j'estime qu'il s'agit incontestablement d'une des pires formes de mauvais traitements infligés aux animaux.

La Suisse achète des tonnes de foie gras provenant de l'étranger, en grande partie du foie gras en provenance de la Hongrie et de la Bulgarie maquillé en produit français.

Situation dans les entreprises hongroises de foie gras: j'ai pu en documenter une douzaine. Elles se distinguent par une absence complète de conformité avec la loi, qu'il s'agisse des cages interdites depuis des années au sein de l'UE, de la négligence des animaux, de transports d'animaux dénués de scrupules, de l'utilisation abusive de médicaments et de l'élimination hors de tout contrôle des excréments et cadavres d'animaux. Il est difficile de dire qui souffre le plus de ces problèmes: l'être humain, l'animal ou la nature.

La Suisse en laisse l'entière responsabilité aux entreprises autochtones et achète en tant que produits finis des foies gras destinés au marché suisse des gourmets qui proviennent exclusivement d'animaux malades. La production de foie gras montre à quel point cette procédure est en contradiction avec le développement durable, le respect des lois et des comportements raisonnables, sachant que chaque cas serait digne d'être traité par le ministère public en Suisse.

Abattoirs allemands

L'Allemagne est réputée être un pays qui est soumis à un contrôle strict des droits et devoirs et dans lequel les lois sont correctement exécutées. Cela peut éventuellement s'appliquer à de nombreux domaines. Toutefois, en matière d'élevage d'animaux, l'Allemagne est malheureusement une république bananière qui agit sans la moindre bonne volonté, est dépassée par la situation et fait preuve d'incompétence.

À la suite de recherches undercover, SOKO Tierschutz a bouleversé le public allemand en présentant une cinquième découverte sur la situation journalière dans les abattoirs; une situation abyssale en matière d'illégalité, de chaos et de cruauté envers les animaux a alors été révélée. Trois abattoirs ont dû être immédiatement fermés. Alors que l'on aurait pu voir la confirmation de préjugés persistants à l'encontre de l'Europe de l'Est et du Sud dans les cas abordés précédemment, les découvertes actuelles sur les abattoirs montrent que la situation n'est pas des meilleures mais plutôt des pires dans une Allemagne présumée propre tant en ce qui concerne les animaux que les droits et la protection des consommateurs. Des dérives et des violations de la loi sont systématiquement dissimulées et les contrôles régionaux de vétérinaires souvent corrompus sont impuissants et inoffensifs face à la criminalité organisée de l'industrie de la viande. Cela s'applique à l'ensemble du segment de la viande, du petit boucher local à l'abattoir bio à caractère régional tel que l'abattoir de Fürstenfeldbruck près de Munich, ainsi qu'à de grandes exploitations dont celle d'OSI, le fournisseur de McDonald's, à Tauberbischofsheim.

Les abus découverts se rapportent aux trois domaines majeurs suivants: violence directe envers les animaux par utilisation de massues, queues déviées ou électrochocs, anesthésie déficiente et abattage d'animaux malades ou blessés, ainsi que déni de justice et entrave à la justice par les organes de contrôle compétents. À Tauberbischofsheim par exemple, des bœufs ont été torturés jusqu'à 140 fois successivement avec un paralyseur électrique et des animaux ont été découpés alors qu'ils étaient conscients en présence du vétérinaire officiel.

À Fürstenfeldbruck, le délégué à la protection des animaux a utilisé une pince à courant fort sur un bœuf bio dans une entreprise soi-disant modèle. Et à Düren, un personnel non qualifié était précisément à l'œuvre, ce qui a fait de l'Allemagne le banc d'abattage de l'UE, avec des ouvriers et ouvrières ainsi que des demandeurs d'asile exploités et un personnel dont le niveau de formation ne suffit même pas approximativement pour assumer la responsabilité et les processus complexes de l'abattoir. Conséquence: les investigateurs infiltrés de SOKO ont pu observer comment des animaux conscients ont été jetés dans de l'eau bouillante à la suite d'une défaillance du système.

Ces découvertes reposent également sur des constatations officielles. Il y a deux ans, une étude qui prouvait que 80 % des abattoirs bavarois agissaient contrairement à la loi a suscité des remous.

À ma connaissance, rien n'a toutefois changé. La viande de ces animaux est commercialisée et transformée dans toute l'Europe, arrive naturellement aussi dans les commerces suisses et, par conséquent, dans les assiettes des citoyens et citoyennes helvétiques.

Ferme à cadavres et suspects officiels habituels

En avril 2018, j'ai découvert le scandale concernant un fournisseur de la société Milchwerke Mittelbe. Ses produits laitiers, tels que par exemple des produits pour le groupe Mars, sont commercialisés dans le monde entier. Les étables d'un sous-traitant du groupe étaient parsemées de nombreux cadavres qui y pourrissaient en partie depuis plusieurs semaines. L'affreux tableau général était complété par un élevage massif et intensif de vaches laitières, avec les phénomènes collatéraux habituels tels qu'animaux affaiblis et blessés maintenus dans des conditions sanitaires déplorables.

Ce cas également démontre concrètement une des plus grandes menaces pour les consommateurs et consommatrices de produits provenant de telles exploitations. Comme indiqué précédemment, cette menace repose sur la défaillance totale des contrôles et des mesures d'exécution. Le cas a été immédiatement signalé aux autorités. Lors d'un contrôle de l'office vétérinaire, aucun de ces cadavres n'a été trouvé bien qu'ils aient été décrits avec précision. Même trois semaines après le dépôt de la plainte, les mêmes cadavres illégalement éliminés et en partie déjà squelettés étaient encore dans la ferme. En conséquence, cette ferme a-t-elle été finalement au moins fermée? Vous le devinez certainement déjà. Non, les autorités couvrent aujourd'hui encore la grande exploitation et le lait est depuis livré en Pologne. Le grand transformateur laitier local redistribue ensuite les produits laitiers dans toute l'Europe.

Risques et effets secondaires:

Abus d'antibiotiques:

L'utilisation de médicaments sur les animaux est indissociable du risque de formation de résistances ou d'autres effets secondaires indésirables. Mes recherches prouvent la présence d'abus graves lors de l'utilisation d'antibiotiques dans les pays qui fournissent la Suisse. En outre, l'élevage intensif qui y est pratiqué à grande échelle explique cette utilisation.

Déficit en matière de contrôle et d'exécution

Des centaines de milliers d'entreprises ne sont pratiquement pas contrôlées en Allemagne. Un contrôle de l'État, en Bavière par exemple, peut être attendu seulement tous les 40 ans. Des violations manifestes de la loi ne sont pas sanctionnées ou prises au sérieux. De ce fait, le mal se propage constamment et menace les humains, l'environnement et les animaux avec l'aval des autorités qui blanchissent les actes cruels envers les animaux et la fraude à la consommation. Les labels de qualité et les contrôles internes facultatifs, qui induisent les consommateurs et consommatrices en erreur, s'avèrent constamment dépourvus de sens et trompeurs.

Escalade de l'élevage industriel d'animaux – cruauté incontrôlée envers les animaux

Le principe «loin des yeux, loin du cœur» permet la création de grandes entreprises et l'exploitation des animaux dans des systèmes intensifs hors d'une prise de conscience de la population autochtone. Le fait de renoncer à l'application des normes juridiques locales strictes et l'unique garantie qui repose sur des accords et labels de qualité facultatifs sont des portes ouvertes à tous les actes de cruauté envers les animaux et permettent une destruction de l'environnement qui se terminerait en Suisse devant un tribunal.

Cela signifie-t-il que la situation dans les différents domaines thématiques indiqués, s'ils existent, est par principe meilleure en Suisse?

Non, mais elle n'est pas plus mauvaise. Une limitation et un meilleur contrôle des importations de produits animaux provenant de l'étranger ne signifie pas que l'on puisse être rassuré et classer le dossier sur la souffrance des animaux. En effet, les conditions indiquées sont une triste réalité en Suisse également. Pourtant, reconnaître l'internationalisation de l'exploitation des animaux, la délimiter et lutter contre seraient des signaux importants qui auraient déjà dû être émis de longue date. De fait, notre responsabilité envers les êtres vivants que nous avons condamnés à ce sort pour nous servir de nourriture ne s'arrête pas à la frontière.